

Après, c'est loin d'être exhaustif parce qu'il y a d'autres organisations syndicales. A l'époque il y avait des relations cordiales avec l'UNSA, de plutôt bonnes relations avec la FSU, des relations quasi-inexistantes avec la CFTC, la CFE-CGC et SUD. De mon point de vue, c'était plus de la responsabilité des organisations syndicales concernées que de l'UNEF. Parce que l'UNEF a toujours plutôt souhaité se tourner vers l'ensemble des organisations syndicales. Après, c'était pas forcément prioritaire pour les uns ou pour les autres »⁵⁷⁸.

Durant les deux mandats de Yassir Fichtali, l'UNEF réunifiée et la CGT se sont donc peu à peu découvertes. Tandis que l'une, face à l'émergence de la Confédération étudiante, mais aussi dans un souci d'afficher son monopole de la représentativité étudiante, sollicite la CGT pour nouer des contacts de proximité, l'autre observe et apprend à connaître l'orientation syndicale donnée à l'UNEF réunifiée.

B) UNEF/CGT: vers une « convergence »⁵⁷⁹ assumée (2005-2006)

Le début de l'année 2005 est marqué par des manifestations lycéennes apparues en décembre de l'année précédente en réaction à la réforme Fillon du baccalauréat⁵⁸⁰. A cette occasion, la FER-CGT participe à cet appel à manifester. Lors de la manifestation lycéenne du 8 mars, « des centaines de casseurs viennent dépouiller les lycéens »⁵⁸¹. Aux côtés d'autres organisations, l'UNEF prête alors main-forte aux lycéens afin de constituer un service d'ordre. Mais cette mobilisation lycéenne est rapidement éclipsée par le débat sur l'adoption d'un Traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE). Un débat transcende alors les organisations syndicales sur la position à adopter face au référendum qui s'annonce. En effet, comme le note René Mouriaux, « le référendum du 29 mai 2005 sur le Traité constitutionnel européen a réactivé le débat sur le rapport entre le syndicalisme et la politique, non de manière théorique ou académique, mais à chaud, dans des circonstances particulières (...). Juger le TCE relève-t-il de la compétence syndicale? Donner des consignes de vote politique pour un syndicat, est-ce efficace, plus fondamentalement légitime? »⁵⁸². A ce titre,

578Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

579Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008. A propos de cette occurrence, René Mouriaux note que c'est « René Le Guen qui est l'artisan de la seconde UGIC en 1963 qui a modifié le vocabulaire: dans le vocabulaire CGT, communiste, on parlait d'alliance. On parlait de la classe ouvrière, et avec ceux qui n'en étaient pas, on passait alliance. Et à partir de Le Guen on va commencer à parler de convergence. Donc au fond, on commence à dire que c'est peut-être un prolétariat au sens général du terme, que le salariat est divers, et que c'est à l'intérieur même du salariat que doivent converger ouvriers, employeurs, cadres ». Entretien avec René Mouriaux le 6 mars 2008.

580Bérout Sophie, « Densité et récurrence de la contestation étudiante et lycéenne », in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle, *op.cit.*, p.301. De même, notons que *la NVO jeunes*, dans son n°10 du mois de mars 2005, consacre sa couverture aux jeunes diplômés, rebondissant ainsi sur l'actualité lycéenne traitée p.14.

581Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

582Mouriaux René, « Syndicalisme et politique: liaison dangereuse ou tragédie moderne ? », *Mouvements*, n°43,

concernant la première centrale syndicale, celle-ci se montre frileuse, « la direction confédérale s'est servie de l'argument d'une nécessaire distance vis-à-vis de toutes les composantes de l'échiquier politique et du refus de prendre position sur un scrutin politique pour justifier sa volonté de neutralité sur le référendum du 29 mai 2005 sur le TCE. Le salariat étant pluriel, traversé par diverses opinions politiques, la CGT n'aurait pas à prendre parti et se préserverait ainsi de toute instrumentalisation dans des débats militants »⁵⁸³. Or la plupart des responsables des fédérations et des unions départementales se démarquent de cette position, en raison des répercussions possibles de ce traité sur la sphère syndicale. Ainsi, « en exprimant sa volonté de prendre position sur le référendum et d'appeler à voter non à 82%, le Comité Confédéral National (CCN) a créé un conflit de légitimité et d'orientation dans la CGT, mettant en grande difficultés le bureau confédéral et plus particulièrement Bernard Thibault »⁵⁸⁴. D'autre part, tandis que FO « assume haut et fort, y compris au sein de la CES, le non au référendum sur le TCE »⁵⁸⁵, la CFDT appelle pour sa part à voter « oui ». Ce débat traverse également le milieu du syndicalisme étudiant. Ainsi, dès octobre 2004 la Confédération étudiante relaye le mot d'ordre de la CFDT en lançant une campagne « l'Europe?, j'adhère »⁵⁸⁶. L'UNEF quant à elle est officiellement « opposée au TCE et engagée dans la campagne pour le « non »⁵⁸⁷, les militants étudiants pouvant, à cette occasion, être en contact avec de nombreux syndicalistes de la CGT engagés dans les collectifs unitaires pour le « non » au TCE. Cette campagne contre le TCE marque donc une homologie de positionnement des militants de l'UNEF et de la CGT pour le « non », malgré des réticences des deux directions syndicales à engager une bataille purement syndicale par peur de dissensions politiques internes. En juillet 2005, Bruno Julliard succède officiellement à Yassir Fichtali au poste de président de l'UNEF. Un mois plus tard, le 2 août, le conseil des ministres adopte une ordonnance relative au contrat de travail « nouvelle embauche » (CNE)⁵⁸⁸ sur proposition du premier ministre Dominique De Villepin. Les centrales syndicales s'insurgent contre cette mesure qui prévoit notamment la rupture du contrat de travail sans « cause réelle et sérieuse » comme l'exige la loi pour le licenciement de droit commun⁵⁸⁹. La CGT, la CFDT, la CGT-FO, la CFTC, SUD et la CFE-CGC contestent alors la

janvier-février 2006, p.30.

583Bérout Sophie, « La CGT », *op.cit.*, p.263.

584Ibid.

585Bérout Sophie, « La CGT-FO », *op.cit.*, p.269.

586Pour plus de précisions sur la campagne « l'Europe?, j'adhère » lancée par la Confédération étudiante, voir sur son site internet à l'adresse suivante: <http://www.confederation-etudiante.org/article/view/28>

587Bérout Sophie, « L'UNEF », in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle, *op.cit.*, p.302. Pour plus de précisions sur le vécu de la campagne du TCE dans une AGE de l'UNEF, et notamment la décision tardive de la direction de l'UNEF à prendre position pour le « non » ainsi que l'investissement prioritaire des militants des AGE dans leurs organisations politiques respectives et dans les collectifs unitaires, au dépens d'un militantisme purement syndical, voir Vila Romain, *op.cit.*, pp.95-98.

588Voir l'ordonnance du 2 août 2005 adoptée en conseil des ministres à l'adresse suivante: <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006052111&dateTexte=vig>

589Voir l'entretien de Laurent Milet, docteur en droit et rédacteur en chef de la *Revue pratique de droit social*, in *Vie*

dérèglementation du code du travail, mais aussi la légalité de cette mesure en saisissant le Conseil d'Etat. En parallèle les syndicats tentent de mobiliser les salariés. Le Conseil d'Etat, dans sa décision du 19 octobre 2005, rejette les requêtes des syndicats⁵⁹⁰. En plus de la faible mobilisation des salariés, cette décision constitue, aux yeux de l'opinion, un échec des centrales syndicales⁵⁹¹. Du 1er au 4 décembre 2005 se tient le 79ème congrès de l'UNEF à Reims. A cette occasion, les différents syndicats sont invités, et notamment la CGT, Bruno Julliard ayant à cœur de sortir l'UNEF de son isolement vis-à-vis des grandes centrales syndicales:

« Il n'y avait quasiment aucun lien avec la direction confédérale de la CGT quand je suis arrivé au poste de président de l'UNEF. Je me rappelle que quand nous avons fait une tournée des organisations avec mon prédécesseur pour qu'il me présente les interlocuteurs de l'UNEF, il avait sollicité un rendez-vous auprès de Bernard Thibault qu'il n'avait pas obtenu car il n'y avait pas de contacts (...). Les liens entre l'UNEF et la confédération étaient donc quasi-inexistants (...). Or il fallait sortir de l'isolement, car nous n'avions plus de relations avec la CFDT (...), nous n'avions pas de liens avec la CGT pour des raisons historiques et conjoncturelles. Certes nous avons des liens avec FO, mais ils étaient très politiques (...), via le Parti Socialiste ou avec la MNEF qui avait été un vecteur de rapprochement entre l'UNEF-ID et FO. Mais il y avait très peu de liens syndicaux, pas de démarche syndicale commune (...). Nous avons aussi des liens avec l'UNSA, mais cette dernière n'était pas majoritaire et trop petite pour être un syndicat à privilégier. Et concernant la FSU (...), je ne voulais pas d'enfermement corporatiste avec elle (...), il fallait faire attention à ne pas rester entre syndicats de l'enseignement supérieur ou de l'éducation (...). Donc il fallait poursuivre nos liens avec FO tout en s'ouvrant à la CGT parce que nous voulions être dans la population étudiante la conjugaison d'à peu près tous les syndicats de salariés qui existaient (...), même si à l'époque j'étais tout jeune président et que je ne savais pas ce que j'allais faire de ces liens (...). Il y avait par ailleurs, tant dans le débat interne de l'UNEF que dans les débats de la CGT une certaine proximité dans la volonté d'inventer une stratégie syndicale qui était finalement très proche, qui était (...) plutôt radicale par rapport à la CFDT ou d'autres, mais (...) sans volonté d'opposer syndicalisme de contestation et syndicalisme de proposition, la bonne démarche syndicale étant évidemment la conjugaison des deux en fonction du rapport de force (...). Donc ce positionnement sur le fond rendait incompréhensible le fait que nous n'ayons pas de liens, alors même que sur la stratégie et le positionnement syndical il y avait une proximité importante (...) »⁵⁹².

Au-delà de ces considérations stratégiques, sans doute faut-il voir aussi dans ce désir de rapprochement de l'UNEF et de la CGT de Bruno Julliard une certaine influence de sa socialisation primaire le poussant à une « attirance naturelle pour la CGT »:

« Mes deux parents étaient à la CGT, ce qui a fait quelques quiproquos et qui a fait que mes

ouvrière, printemps 2006, pp.12-13.

590 Voir la décision du Conseil d'Etat en date du 19 octobre 2005 à l'adresse suivante: <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000008213564&dateTexte=>

591 Cet échec n'est que relatif, puisque le 14 novembre 2007 l'Organisation Internationale du Travail (OIT) estime le CNE comme étant contraire à la convention n°158 de l'OIT. Aussi, le 25 juin 2008, le Parlement français abroge définitivement l'ordonnance créatrice du CNE.

592 Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

relations avec FO n'étaient pas très bonnes en réalité pendant mon mandat de président (...). Donc je n'ai pas du tout grandi, comme d'autres ont pu le faire à l'UNEF, en passant par des organisations trotskystes, dans un contexte familial et politique anti-stalinien et dans une espèce de haine du parti stalinien qu'était le Parti Communiste. Mon père est communiste, ma mère socialiste, mais ils étaient tous deux à la CGT. Et donc je n'avais pas du tout d'appréhension de la CGT. Je ne voyais pas dans la CGT l'appareil suprême à la solde du Parti Communiste. J'ai grandi dans une famille où la CGT était le syndicat normal, traditionnel, majoritaire, de masse, s'occupant plutôt bien des salariés. C'était plutôt ça ma vision de la CGT »⁵⁹³.

Ainsi, lors de cette première journée de congrès du 1er décembre, interviennent successivement à la tribune Jean-Claude Mailly pour FO, Alain Olive pour l'UNSA, Jacques Voisin pour la CFTC, Jean Fabbri pour le SNESup-FSU, et Jean-Luc Villeneuve pour le SGEN-CFDT. Mais surtout, l'évènement de ce congrès est la première participation du secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, qui intervient à la tribune de l'UNEF le vendredi 2 décembre⁵⁹⁴ en tant qu'invité d'honneur, officialisant ainsi les contacts entre les deux organisations:

« Nous avons fait un congrès de l'UNEF à Reims en décembre 2005 où Bernard Thibault est venu, ce qui, pour nous, n'était pas du tout gagné. En réalité c'est à ce moment-là que les liens ont commencé à exister (...). Ce qui a fait qu'il est venu a été une lourde insistance de ma part (...). Je me souviens avoir discuté longuement avec son directeur de cabinet pour le convaincre qu'il fallait que Bernard vienne (...). A l'époque le contexte politique était très tendu (...). Je me souviens du contenu des échanges pendant le congrès, ils étaient très offensifs, il y avait de notre part une grande radicalité dans ce congrès, parce que le climat social était difficile, y compris à l'université. Il en était de même chez les salariés, et je pense que Bernard a dû se dire que ça pouvait être utile d'avoir des liens pour les années futures »⁵⁹⁵.

593Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

594Voir en annexe 68 le programme du 79ème congrès de l'UNEF du 1er au 4 décembre 2005 à Reims.

595Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008. Peut-être faut-il voir dans la décision de Bernard Thibault de se rendre au congrès de l'UNEF une certaine tradition huiste de sa part, mais aussi un rapprochement tendanciel de la CGT et du courant politique socialiste depuis quelques années. A ce propos Sophie Bérout note: « Le trio placé à la tête de la CGT, composé de Jean-Christophe Le Duigou, Maryse Dumas et Bernard Thibault reflète d'ailleurs bien ces divergences de vues. Jean-Christophe Le Duigou, ancien secrétaire général de la fédération des Finances, est l'un des piliers du club de pensée « Confrontations », lancé par Philippe Herzog, lequel a quitté le PCF en 1996 tout en continuant à être député européen jusqu'en 2004. Ce club de pensée, d'orientation pro-européenne et qui se veut un lieu d'expertise, établit notamment des passerelles entre représentants du patronat, hauts fonctionnaires européens, cédétistes et cégétistes. Véritable théoricien de l'organisation, Jean-Christophe Le Duigou a notamment été le négociateur sur le dossier des retraites et a entraîné sa centrale dans la création du comité intersyndical d'épargne salariale début 2002. Maryse Dumas, ancienne secrétaire générale de la fédération des PTT, incarne un certain « continuisme » avec les principes du syndicalisme de masse et de classe: elle est, par exemple, très opposée à toute relation avec les SUD, accusés de se construire aux dépens de la CGT. De plus, ses interventions sont souvent utilisées par l'équipe de direction pour rassurer le corps militant sur les orientations de la centrale, que ce soit lors de congrès, de meetings ou de réunions internes, ou bien dans des interventions médiatiques. Bernard Thibault, enfin, est le plus souvent présenté comme un soutien de Robert Hue. Toutefois, il convient de déplacer le regard et d'observer l'intérêt que manifeste désormais ouvertement le PS en direction de la CGT: en mai 2003, alors que la CFDT vient de se rallier au projet de réforme du système de retraite de François Fillon, Bernard Thibault, invité au congrès du PS à Dijon, est applaudi à tout rompre par les délégués; le 24 avril 2006, lors de l'ouverture du 48ème congrès confédéral de la CGT à Lille, pas moins de cinq membres du conseil national du PS ont fait le déplacement pour l'écouter ». Bérout Sophie, « La CGT », *op.cit.*, pp.261-262.

A l'issue de son intervention, Bernard Thibault est acclamé par les militants de l'UNEF. Bernard Thibault, Bruno Julliard et Yassir Fichtali dînent alors ensemble, rediscutant de cette intervention tout en faisant connaissance. Désormais, « une page se tourne (...). Au sein de l'UNEF ça marque le franchissement d'un cap assez important. Et puis concernant la CGT je pense que Bernard Thibault hallucine complètement, qu'il ne s'attendait pas du tout à se retrouver dans un Palais des congrès de Reims avec 1000 personnes debout à l'acclamer »⁵⁹⁶. De même, lors de ce congrès, de nombreuses structures de la CGT sont mises à contribution à l'occasion de tables rondes organisées le 3 décembre, notamment autour de l'« insertion professionnelle » avec la participation de la CGT Jeunes, de l'UNSA Jeunes, de FO Jeunes et de l'AFIJ, du « logement étudiant en 2005 » avec la participation de la Fédération des Etudiants en Résidence Universitaire de France (FERUF), de la Confédération Nationale du Logement, de l'Union d'Economie Sociale pour le Logement (UESL) et de la CGT CROUS, du thème « une politique ambitieuse pour la Recherche » avec la participation de jeunes doctorants, du Syndicat National des Chercheurs Scientifiques (SNCS) FSU, du SNESup, de l'UGICT-CGT et de l'association Sauvons La Recherche (SLR), et enfin autour du thème des « étudiants salariés » avec la participation de l'UGICT-CGT et de Génération Stagiaire⁵⁹⁷. En début d'année 2006, le 16 janvier, Dominique De Villepin annonce lors de sa conférence de presse mensuelle la création du Contrat Première Embauche (CPE)⁵⁹⁸. Dès cette annonce, suivant la tradition de l'UNEF, Bruno Julliard contacte rapidement Jean-Claude Mailly:

Dès le jour même de l'annonce du CPE, il nous a fallu deux heures pour comprendre que c'était très grave, et au travers de nombreux coups de fils qu'il allait falloir organiser une mobilisation. C'était pour nous une évidence absolue que cette bataille serait menée avec les syndicats de salariés (...). L'héritage de l'UNEF m'a poussé à appeler Jean-Claude Mailly pour lui dire que nous voulions organiser (...) une mobilisation dans les universités, mais nous savions que cela nous prendrait des semaines le temps qu'on explique, qu'on convainque. En plus il y avait les examens, les vacances (...). Donc nous partions sur au moins un mois. Du coup (...), dès le début (...) il nous fallait un soutien politique et institutionnel des syndicats qui passait par une conférence de presse commune. Je ne me souviens plus très bien de l'ordre. Je crois que j'ai d'abord eu Jean-Claude Mailly, je lui ai dit ce que nous avions en tête et que nous souhaitions prendre une initiative avec eux. Jean-Claude, dans la pure tradition de FO m'a dit « d'accord », et m'a proposé de faire une rencontre à FO avec

596Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

597Pour le détail de toutes ces tables rondes, voir le programme du 79ème congrès de l'UNEF en annexe 68, et notamment la journée du 3 décembre 2005.

598Pour traiter précisément des événements du CPE, nous nous aidons des travaux suivants: Porte Emmanuel, *art. cit.*, pp.121-122, Bérout Sophie, « Vingt ans après Devaquet, la victoire du CPE », in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle, *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2006, pp.302-304, Collectif 4 bis, *Le CPE est mort... pas la précarité!*, Editions Syllepse, 2007, 279 p, Vila Xavier, *Les effets du mouvement contre le CPE sur les trajectoires de jeunes étudiants*, Bérout Sophie (dir.), mémoire de M2 de science politique, IEP de Lyon, 2007, 130 p, Julliard Bruno, *Génération CPE*, Editions Privé, 2007, 209 p, numéro hors série de *La Nouvelle Vie Ouvrière* « CPE: comment il vécut, comment il est mort », *Etudiants de France*, «Victoire des étudiants. Le CPE est mort ! Retour sur trois mois de mobilisation », n°265, Avril 2006, 22 p.

lui qui a eu lieu deux ou trois jours qui suivaient (...) »⁵⁹⁹.

La CGT quant à elle prend acte de cette annonce du premier ministre. Toutefois, elle ne prend pas l'initiative de lancer une mobilisation. Sans doute le semi-échec de la mobilisation contre le CNE, mais aussi le manque d'aboutissement de la mobilisation contre la réforme des retraites en 2003 marquent les esprits. C'est alors seulement suite à l'initiative de Bruno Julliard qui positionne son organisation comme « trait d'union » des différentes organisations syndicales, et qui, à ce titre, sollicite rapidement Bernard Thibault, que la CGT envisage d'organiser une mobilisation:

« C'est l'UNEF qui a sollicité les syndicats. Dans le timing, c'est le 16 janvier que Villepin a annoncé le CPE, le 17 nous avons un bureau confédéral de la CGT à Lille, puisque nous préparions le congrès confédéral, et je me revois disant: « J'ai fait le tour des organisations syndicales de salariés, ils ne sont pas décidés à mener l'action tout de suite (...), les seuls qui ont l'air de vouloir faire quelque chose sont les organisations de jeunesse ». Et à ce moment là Bernard Thibault se tape la tête et dit: « Au fait, Bruno Julliard m'a appelé, il faut que je le rappelle ». Donc, il le rappelle dans les heures qui ont suivi, et c'est comme ça qu'a démarré le mouvement contre le CPE (...). Donc ce qui n'était pas possible si nous étions restés entre organisations de salariés, le fait que l'UNEF ait agi pour que nous nous retrouvions ensemble, organisations de salariés/organisations étudiantes, a contribué à ce qu'il y ait ensuite l'intersyndicale des douze (...). Je pense vraiment que l'UNEF a joué un rôle majeur pour permettre l'unité des syndicats de salariés »⁶⁰⁰.

Pour la première fois, Bruno Julliard sollicite de la part de Bernard Thibault un appui de la CGT, notamment en s'assurant de sa participation à une intersyndicale, mais aussi en terme d'aide logistique et matérielle de l'UNEF:

« Dès l'annonce du CPE, un des premiers que j'ai appelé au téléphone a été Bernard Thibault, dès le lundi ou le mardi. C'était d'abord pour discuter du fond, et puis c'était la première fois que je faisais une demande d'aide à la CGT. Heureusement que Bernard était venu au congrès de l'UNEF, que nous nous connaissions un peu parce que nous avons mangé ensemble, que j'avais eu un rendez-vous avec lui (...), nous avons eu des discussions de fond, une confiance s'était instaurée. Surtout que lorsqu'il était venu au congrès de l'UNEF, ça s'était vraiment très bien passé. Nous avons passé une grande partie de la journée ensemble, le courant était très bien passé. A ce moment-là je ne connaissais pas du tout Maryse Dumas qui est par la suite devenue la cheville ouvrière de la mobilisation avec l'UNEF (...). Donc j'ai eu Bernard au téléphone et je lui ait dit qu'il nous fallait un soutien politique, notamment en constituant une intersyndicale à laquelle FO ne pouvait pas appeler seule, qu'il fallait qu'il y ait la CGT pour convaincre la CFDT et les autres de venir, et puis pour lui demander une aide logistique, notamment afin de tirer des tracts, parce que nous avons des problèmes d'argent à l'UNEF, que les élections du CROUS et du CNESER approchaient, et donc que nous avons un problème de trésorerie (...). Et la CGT nous l'avait apportée par ses structures locales (...). Et puis, après de nombreuses et très longues discussions

599Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

600Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

entre l'ensemble des syndicats, nous avons convenu d'une réunion intersyndicale à FO (...) »⁶⁰¹.

Maryse Dumas et Bruno Julliard ne se connaissent pas encore. C'est seulement à l'occasion d'une émission de télévision sur la cinq, « Ripostes », qu'ils se croisent pour la première fois et se saluent. En parallèle, pour suppléer « la traversée du désert des Jeunes CGT », (la direction confédérale de la CGT) fait appel à un certain nombre de fédérations pour demander une mise à disposition de jeunes (afin de constituer) une équipe de jeunes autour de Maryse Dumas qui travaillait sur la question spécifique du CPE, (et notamment) chargée de coordonner le collectif des organisations de jeunesse »⁶⁰². Jérôme Vérité, ancien militant de l'UNEF-ID et détaché de ses fonctions de permanent de la fédération des transports CGT à cette occasion intègre l'équipe. Il apporte alors quelques éléments d'analyse personnels à Maryse Dumas sur sa connaissance de l'UNEF:

« Nous avons eu une discussion avec Maryse Dumas (...). Je lui ai apporté ma vision de l'organisation qui s'était transformée entre-temps en UNEF, puisqu'il y avait eu la réunification des deux UNEF, mais qui avait gardé un fonctionnement qui était plutôt proche de ce que j'avais connu. Je lui ais donc apporté un certain nombre d'éléments sur le fonctionnement de l'UNEF, qui ont d'ailleurs été par la suite très largement complétés par les rencontres qu'elle a pu avoir avec les dirigeants de l'UNEF. Ca s'est fait dans un second temps. Mais la confédération ne m'avait pas choisi pour ça, car elle n'en avait tout simplement pas connaissance »⁶⁰³.

Une première réunion des différentes organisations mobilisées, tant étudiantes et lycéennes que de salariés, se tient à la bourse du travail. L'UNEF et la CGT y participent. Toutefois, aucune proposition concrète ne sort de cette réunion. Aussi, le 19 janvier, pour la première fois de son histoire, la CGT convie les organisations de jeunesse et des syndicats étudiants à son siège afin de créer un collectif pour le retrait du CPE, cette dernière s'assurant ainsi une meilleure structuration du mouvement de jeunesse tout en entretenant une proximité certaine avec ce dernier. Y participent notamment l'UNEF, la Cé, SUD-étudiant, la FSE, l'UNL, la FIDL, les Jeunes CGT, les Jeunes CFDT, UNSA Jeunes, la JOC, ATTAC Campus, Réso, Léo Lagrange, MJC, la JC, l'UEC, le MJS, MARS Jeunes, PRS Jeunes, Jeunes Socialistes pour le rassemblement à gauche (Jsrag), Jeunes Verts, les Alternatifs et la JCR⁶⁰⁴. Cette initiative a notamment pour objectif d'impulser une dynamique entre les grandes journées de mobilisation unitaires et les actions menées entre ces grandes journées. L'équipe des jeunes de la CGT constituée autour de Maryse Dumas est alors

601Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

602Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008.

603Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008.

604Voir les signataires de l'appel à la manifestation du 7 février lancé par le collectif des organisations de jeunesse à l'adresse suivante:<http://docsite.cgt.fr/1138973465.pdf>

chargée de l'animation de ce collectif:

« En ce qui concerne les jeunes, tout a démarré à une réunion à la bourse du travail. Cela a été un bazar monstrueux (...). C'était une réunion ouverte à toutes les organisations, donc ça allait des anarchistes à des organisations de salariés comme la notre. Nous devions être environ deux ou trois cent personnes dans la salle, donc tu imagines le chahut, etc. C'était plutôt une réunion à l'initiative d'organisations un peu gauchistes auxquelles s'étaient raccrochées des organisations en disant « ça peut être une étape, il ne faut pas laisser le conflit partir dans tous les sens ». Donc nous avons décidé d'y participer, mais cette réunion n'avait débouché sur rien du tout. La décision avait été donc prise que la CGT soit à l'initiative de réunions régulières des organisations de jeunesse en tant que telles. C'est-à-dire qu'à côté de l'intersyndicale, avoir des réunions simplement de jeunes, y compris d'ailleurs par rapport à la question du rythme des manifestations (...). Donc le rôle de ce collectif des organisations de jeunesse était, entre deux réunions intersyndicales de grandes manifestations, d'essayer de dynamiser la mobilisation. La décision avait donc été prise d'inviter un certain nombre d'organisations de jeunes que nous considérions comme étant représentatives, d'une manière très large; ça allait des organisations politiques aux organisations syndicales, aux associations, et de les réunir régulièrement au siège de la CGT, chose qui ne s'était jamais faite dans le passé (...). Il y avait la présence de Jeunes CFDT, pas de Jeunes FO. Nous avons contacté ces derniers, mais je crois qu'ils considéraient que les choses ne devaient se passer qu'au niveau de l'intersyndicale. Les Jeunes CFDT ont participé à nos travaux un temps, en plus de la Confédération étudiante. Nous nous réunissions à peu près une fois toutes les semaines, et nous avons des contacts réguliers via mails, etc, l'idée étant d'en sortir avec des expressions communes, d'essayer d'avoir du matériel commun (...) et de mettre en relation les jeunes et les organisations (...) dans les territoires. Donc notre rôle en tant que Jeunes CGT avait été (...), en particulier avec l'UNEF, d'essayer de mettre en contact nos structures départementales, les unions locales, avec les étudiants, de manière à ce que sur le terrain il y ait des réunions sur la façon de coordonner l'action, la possibilité d'expressions communes, etc (...). Et puis certes, la coordination étudiante s'était montée entre-temps, mais l'idée était quand même de travailler avec des organisations qui perdureraient dans le temps (...). Donc déjà à ce moment-là il y avait le souci de continuer à travailler par la suite avec des organisations (...) »⁶⁰⁵.

Malgré le manque de relations avec la CFDT, Bruno Julliard prend tout de même contact « pour les rassurer, en leur disant que l'UNEF ne voulait pas faire un *hold-up* sur cette intersyndicale et que nous ne demandions pas de soutenir l'UNEF mais d'engager une démarche commune »⁶⁰⁶. Le 24 janvier, l'intersyndicale réunissant la CGT, la CFDT, la CFTC, FO, l'UNSA, la FSU, l'UNEF, l'UNL et des organisations syndicales lycéennes et étudiantes, tient sa première réunion au siège de FO. Les premiers contacts entre Maryse Dumas et Bruno Julliard qui ne se sont croisés qu'une seule fois sont alors assez difficiles, le point de clivage se cristallisant sur l'appel à manifester de la CGT le 31 janvier:

« Lors de la première intersyndicale, dès le début le ton était donné; ça ne s'est pas du tout vu

605Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008.

606Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

publiquement, mais il y avait une tension lors de ces intersyndicales où c'était vraiment tout le monde contre tout le monde (...). Il y avait une tension énorme avec la CFDT. C'était d'une haine totale. Il y avait des liens qui étaient d'une violence incroyable (...). Il y avait une règle tacite qui était que nous pouvions nous engueuler, mais l'unité devait rester totale aux yeux du grand public et aux yeux du gouvernement surtout (...). Au début, la première flèche qui avait été décochée, c'était la CGT contre l'UNEF (...). La CGT avait appelé seule, déjà avant l'annonce du CPE, à une manifestation le 31 janvier sur le pouvoir d'achat je crois (...). Les autres syndicats, pas très courageux, ne disaient pas qu'ils ne voulaient pas du 31 janvier, parce qu'ils ne voulaient pas servir la soupe à la CGT (...). L'UNEF n'en voulait pas parce que nous n'avions pas assez de temps pour mobiliser. Donc nous voulions gagner une semaine et appeler à manifester le 7 ou le 8 février. Je me souviens que j'étais intervenu en disant « nous ne voulons pas du 31, nous voulons le 7 parce que nous n'aurons pas le temps de mobiliser les étudiants ». Maryse Dumas, que je rencontrais pour la seconde fois (...), alors que nous sommes maintenant devenus très proches, très amis (...), m'avait attaqué en disant « on sait très bien que si la CGT n'avait pas déjà appelé au 31, l'UNEF aurait soutenu le 31 ». Alors qu'en réalité cela avait peu d'incidences sur l'UNEF (...). Donc j'avais répondu de manière un peu sèche (...). Donc je m'étais rendu compte qu'à ce moment-là, dans la tête de tout le monde, l'UNEF était presque la branche étudiante de la FSU. C'est-à-dire qu'il y avait vraiment cet enfermement, nous étions un peu marginalisé (...) »⁶⁰⁷.

Maryse Dumas, ancienne militante de l'UNEF-Renouveau, se remémorant probablement l'axe UNEF-US/FO de son engagement étudiant, se rend à cette première intersyndicale avec une certaine méfiance vis-à-vis de l'UNEF réunifiée et d'une possible unité d'action UNEF/FO:

« Il y avait deux dates dans le paysage, le 31 janvier avec la journée d'action de la CGT et la semaine d'action étudiante de l'UNEF décidée juste avant; et je me rappelle avoir parlé des deux dans mon intervention (...). J'avais toujours respecté l'UNEF (...), mais en même temps j'étais lucide sur le fait que l'UNEF était quand même assez éloignée de la CGT, y compris sur la possibilité de manœuvres visant à nous exclure. J'avais toujours l'idée qu'il était possible que des choses se créent entre FO et l'UNEF, j'avais l'impression que l'UNEF était plus proche de FO que de la CGT, et donc j'étais attentive à tout. J'étais constamment sur mes gardes (...). Le fait que la première intersyndicale ait été tenue au siège de FO, j'avais vite vu que les gens se connaissaient bien, qu'ils avaient discuté de choses avant, etc. Et dans la suite de mes contacts avec des militants de l'UNEF, je m'étais aperçue qu'ils avaient deux interlocuteurs privilégiés, l'UNSA et FO. C'était d'une évidence (...). Et puis j'avais vu aussi ce que devenaient d'anciens dirigeants de l'UNEF dans le milieu du travail; ils étaient plus souvent syndiqués à FO qu'à la CGT (...). Quant à la CFDT, l'UNEF avait une relation très conflictuelle avec elle dans la mesure où la CFDT avait créé la Cé, la Confédération étudiante. Je pense d'ailleurs qu'une part de mon crédit dans la direction de l'UNEF était venue du fait que j'étais moi-même vigilante par rapport à la CFDT, et donc la direction de l'UNEF trouvait en moi une espèce d'alliée vis-à-vis de la CFDT (...). Aussi, nous avons eu des débats serrés sur la stratégie d'action avec l'UNEF, parce que le timing et le calendrier étudiant n'était pas le même que celui des salariés, et qu'il fallait arriver à composer avec les deux. Je n'ai jamais demandé aux étudiants d'être une force d'appoint pour les mobilisations de salariés, mais l'inverse n'était pas pensable non plus. Et donc il fallait absolument que nous arrivions à trouver des chemins permettant de respecter à égalité les deux entités (...). Et puis par la suite j'ai compris que Bruno Julliard (...) estimait qu'il fallait que l'UNEF évolue et traite la CGT au moins à égalité de traitement avec FO. De même, j'ai senti très vite qu'il était

607Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

obnubilé par l'idée qu'il ne fallait pas que l'échec de la mobilisation contre le LMD se reproduise (...). Donc ce désir de gagner à tout prix a été le ciment qui, malgré nos cultures d'organisations différentes, a fait que nous nous sommes retrouvés sur des choix de modalités, d'action, etc. Et puis par la suite, au fur et à mesure, nous avons appris à nous connaître et à nouer des liens d'amitié »⁶⁰⁸.

De même, au-delà de ce différent entre l'UNEF et la CGT, la question de la représentativité des organisations traverse l'intersyndicale, le débat se cristallisant sur la participation de la Confédération étudiante. La CGT y est alors opposée, soutenant que seules l'UNEF, l'UNL et la FIDL sont représentatives du mouvement étudiant et lycéen:

« La première réunion intersyndicale s'est tenue entre syndicats de salariés, à FO, mais déjà en présence d'un certain nombre d'organisations de jeunesse. Mais le choix de FO était de cibler uniquement des organisations syndicales, l'UNEF pour les étudiants, l'UNL et la FIDL pour les lycéens. Or une difficulté, qui s'est certes amenuisée au fur et à mesure du temps, est apparue, à savoir que la CFDT avait fait le choix de venir à cette réunion avec la Confédération étudiante, qui n'était a priori pas très représentative du monde étudiant à ce moment-là (...). Dans les intersyndicales, on ne savait pas très bien qui parlait, si c'était la CFDT ou la Confédération étudiante, parce qu'il y avait cette collusion qui était évidente (...). Or il y a eu un débat au moment de signer la déclaration commune qui faisait suite à cette intersyndicale sur l'apparence du logo de la Confédération étudiante. Donc il y avait eu un long échange là-dessus, et en ce qui concerne la CGT nous étions pour faire apparaître uniquement le logo des organisations reconnues comme étant représentatives dans les deux milieux, c'est-à-dire l'UNEF d'un côté, l'UNL et la FIDL de l'autre »⁶⁰⁹.

L'intersyndicale appelle à une mobilisation étudiants/lycéens/salariés pour la journée du 7 février. Le 25 janvier le CPE commence à être discuté en commission à l'Assemblée nationale. Le même jour, le premier ministre annonce qu'il aura recours à une procédure d'urgence, à savoir une seule lecture à l'Assemblée nationale et au Sénat. Quelques jours après l'intersyndicale, Bernard Thibault participe pour la première fois au Vème congrès national de l'Union Nationale Lycéenne (UNL)⁶¹⁰ des 28 et 29 janvier. Le 31 janvier le projet de loi sur l'égalité des chances (LEC) incluant dans son article 8 le CPE est discuté. Le même jour, malgré le désaccord entre Maryse Dumas et Bruno

608Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

609Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008.

610L'UNL est un syndicat lycéen proche de l'UNEF. Il est créé en 1993/1994 lors de la mobilisation contre la réforme de la loi Falloux et à l'occasion de la mobilisation contre le CIP. Ce syndicat lycéen se développe notamment avec l'adhésion de militants du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS). Son premier président élu est Michaël Delafosse qui, après un passage par l'UNEF-ID, sera le 3ème président de la LMDE de 2003 à 2006. Benjamin Vétélé, lui aussi un temps président de l'UNL, est vice-président de l'UNEF lors du CPE. Karl Stoeckel, président de l'UNL lors de la mobilisation contre le CPE, est désormais membre du bureau national de l'UNEF en charge de la commission aide sociale. Depuis le début des années 2000 l'UNL est le principal syndicat lycéen devant la Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne (FIDL), cette dernière ayant été créée suite au mouvement contre la réforme Devaquet et étant proche de Julien Dray et de SOS-Racisme.

Julliard lors de la première intersyndicale, ce dernier participe tout de même à la journée de mobilisation à l'appel de la CGT. Un « axe très net CGT/UNEF »⁶¹¹ commence alors à se dessiner, constituant ainsi la « colonne vertébrale »⁶¹² de la mobilisation à travers cette complémentarité tant revendicative que générationnelle:

« Finalement, l'UNEF participe à la manifestation du 31 janvier, parce que la mobilisation prenait un peu mieux que prévu dans les facultés, donc il fallait déjà offrir un débouché militant. Ce jour-là j'ai manifesté avec Bernard; nous n'étions pas très nombreux, mais les sondages étaient meilleurs pour nous (...). Il n'y a pas eu de déclic, mais il y a eu une conjugaison d'évènements qui a fait que tout naturellement l'UNEF et la CGT ont complètement vécu et construit cette mobilisation ensemble de A à Z, puisque Bernard m'avait par la suite invité à déjeuner à la CGT au début de la mobilisation avec le président de l'UNL, pour discuter de ce que nous allions faire, de la façon dont nous allions travailler. Au final nous nous sommes rendu compte que la CGT et l'UNEF étaient probablement les deux organisations qui pouvaient être la colonne vertébrale de cette mobilisation, l'UNEF chez les jeunes, la CGT chez les salariés, et qui pouvaient maintenir l'unité syndicale, et surtout qui faisaient le lien entre les générations. C'est-à-dire qu'il y avait cette double unité: unité de tous les syndicats, et unité entre les générations (...). Et puis il y avait eu de fait une démarche syndicale et une stratégie toujours communes entre les deux, ce qui n'était pas le cas avec les autres »⁶¹³.

Le lendemain, la CGT déclare vouloir faire de la bataille contre le CPE une priorité⁶¹⁴. En parallèle, FO se vexe de l'affichage de Bruno Julliard aux côtés de Bernard Thibault lors de la manifestation du 31 janvier. Aussi, le président de l'UNEF est amené à tempérer les susceptibilités des uns et des autres, et notamment de Jean-Claude Mailly, afin de préserver le positionnement équidistant de l'UNEF:

« J'étais allé à la manifestation du 31 janvier, ce qui avait suscité les foudres de FO qui considérait que nous servions la soupe à la CGT. Du coup, j'avais invité Jean-Claude Mailly à une Assemblée Générale à Paris XIII car l'UNEF y tenait l'Assemblée Générale, et nous avions repoussé le vote de la grève de vingt-quatre heures pour qu'elle soit votée en présence de Jean-Claude. Je l'avais donc invité, nous avons fait un meeting commun, nous avons fait venir la presse, et là j'avais appelé Maryse en disant « FO est jalouse, etc », elle a trouvé ça normal. Donc la CGT voyait bien que l'UNEF était obligée de donner des gages à tout le monde et que nous ne pouvions pas publiquement et ouvertement afficher une préférence ou une alliance avec un syndicat (...). Donc il fallait gérer la susceptibilité des uns et des autres, et notamment celle de FO »⁶¹⁵.

Le 7 février, 450.000 personnes défilent dans toute la France à l'appel de toutes les organisations

611Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

612Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

613Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

614Numéro hors série de *La Nouvelle Vie Ouvrière* « CPE: comment il vécut, comment il est mort », p.3.

615Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens. A cette occasion, Dominique De Villepin déclare: « J'entends ceux qui manifestent. J'entends aussi ceux qui ne manifestent pas ». Deux jours plus tard, le 9 février, l'ensemble de la loi sur l'égalité des chances est adopté sans débat à l'Assemblée nationale grâce à l'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution. Le 10 février, à l'approche des vacances scolaires, les organisations syndicales étudiantes et lycéennes se rencontrent au siège de la CGT afin d'envisager la suite à donner à la mobilisation. Les 14 et 16 février, dès le retour des vacances scolaires, de nombreuses manifestations étudiantes et lycéennes se déroulent dans plusieurs grandes villes de France. Le 18 février, la coordination nationale étudiante se réunit pour la première fois, ce qu'elle fera à dix reprises durant la mobilisation. Toutefois, celle-ci connaît des difficultés à s'imposer face à l'axe UNEF/CGT de l'intersyndicale. Ainsi, deux légitimités s'affrontent:

« c'est l'intersyndicale qui décidait des dates, des mots d'ordre, y compris pour le mouvement de jeunesse, parce que le mouvement de jeunesse pour la première fois depuis très longtemps se pliait aux dates décidées par l'intersyndicale. Parfois nous utilisons quelques stratagèmes: nous nous mettions d'accord avec la CGT pour définir une date, et face à (...) la coordination étudiante qui voulait souvent imposer sa date, nous nous débrouillions pour que la date votée par l'intersyndicale soit la date qu'allait proposer la CGT (...) »⁶¹⁶.

Les relations entre la coordination nationale étudiante d'une part et l'intersyndicale d'autre part sont alors parfois violentes⁶¹⁷, l'une refusant de voir en l'autre une légitimité dans la définition des mots d'ordre. De même, « Bruno Julliard apparaît comme le porte-parole de la mobilisation, aux dépens d'une coordination qui ne parvient pas à imposer ses propres élus ni ses appels à la grève interprofessionnelle reconductible »⁶¹⁸. L'UNEF, de par sa double implantation, tant dans l'intersyndicale par la reconnaissance de ses homologues salariés - et notamment de la CGT qui semble mal-à-l'aise avec les formes étudiantes d'auto-organisation - que dans la coordination avec son implantation sur les campus, se positionne alors comme le « trait d'union » de la mobilisation, se rendant ainsi indispensable aux yeux de chacun de ses partenaires:

« Les liens avec la coordination étudiante étaient assez paradoxaux parce que (...) c'était le premier mouvement de masse qui durait aussi longtemps, durant lequel l'UNEF était restée dans la

616Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

617Jérôme Vérité, hors micro, nous confie à ce propos que lors d'une réunion de l'intersyndicale au siège de la CGT, une manifestation de la coordination nationale étudiante s'est présentée à Montreuil. Le service d'ordre de la CGT a empêché les membres de la coordination de rentrer dans le bâtiment. Quelques cocktails molotovs auraient alors été lancés sur le siège de la CGT.

618Bérout Sophie, « Vingt ans après Devaquet, la victoire du CPE », in Crettiez Xavier, Sommier Isabelle, *op.cit.*, p.303.

coordination du début à la fin, même si le fait que je sois avec d'autres le porte-parole de la mobilisation avait été décrié dans certaines assemblées générales de certaines coordinations. Au final, comme nous étions un peu la pierre angulaire parce que nous avons les liens avec les syndicats, et que les syndicats avaient une telle peur bleue de l'auto-organisation des mouvements y compris chez les salariés, de toute façon ils ne voulaient discuter qu'avec nous. Mais la CGT, à notre demande, avait reçu la coordination et l'avait intégrée comme « invitée » dans l'intersyndicale, à la fin, y compris parce que nous sentions qu'il y avait une tension forte dans les facts et que les étudiants ne pouvaient pas supporter qu'il n'y ait qu'un ou deux leaders (...). Sauf que dans l'intersyndicale, pour faire accepter ça à FO ou à la CFDT c'était impossible (...). D'ailleurs la coordination avait été intégrée dans l'intersyndicale sur le quota de l'UNEF. Je me souviens d'une réunion durant laquelle la CFDT ne voulait absolument pas de la coordination, et j'avais dû m'engager sur le fait que l'UNEF était responsable des faits et dires de la coordination en dehors de la réunion (...). Vis-à-vis de l'opinion, j'avais un peu le rôle de celui qui était radical dans le verbe, mais bien élevé. La radicalité était moins importante dans le discours de l'UNEF que ce qu'elle était dans les assemblées générales. Donc les étudiants ne se reconnaissaient pas forcément dans le discours de l'UNEF; or la CGT nous reconnaissait comme étant l'interlocuteur privilégié (...). Ainsi les étudiants savaient que nous avons besoin des salariés pour gagner (...). De la même manière, pour la CGT, c'était très utile d'avoir un rapport privilégié avec l'UNEF, d'abord pour ses troupes, et puis par rapport aux autres syndicats pour affirmer son leadership à l'intersyndicale »⁶¹⁹.

Le 20 février 2006, sur proposition des élus de l'UNEF, le CNESER adopte une motion qui estime « qu'avec sa période d'essai de deux ans qui permet de renvoyer le salarié à tout moment sans motif, quasiment sans préavis, (le CPE) placera en situation de précarité les jeunes jusqu'à 26 ans, et pèsera sur leurs possibilités d'insertion durable après cet âge. (Le CNESER dénonce) le passage en force du gouvernement (et) demande solennellement le retrait de ce projet »⁶²⁰. Les universités se mettent peu à peu en grève. Un baromètre CSA/NVO/Humanité réalisé les 22 et 23 février montre alors un basculement de l'opinion publique: 61% des français soutiennent la mobilisation et 66% sont pour son retrait pur et simple⁶²¹. Le 27 février, dix universités sont bloquées. Le 1er mars, le Sénat adopte la loi sur l'égalité des chances. Le 7 mars, une nouvelle journée nationale de mobilisation réunit un million de manifestants dans 200 villes. trente universités sont alors bloquées. Au fil de la mobilisation, la forte proximité entre l'UNEF et la CGT tend à froisser de plus en plus:

« FO (...) a été un peu à l'écart et en voulait beaucoup à l'UNEF de faire route commune avec la CGT à ce point là, parce que c'était quand même très voyant, les relations étaient très denses. J'avais Maryse Dumas au moins une fois par jour au téléphone. C'était elle qui siégeait dans l'intersyndicale pour la CGT, c'était moi pour l'UNEF ainsi que le vice-président de l'UNEF de l'époque, Benjamin Vétélé, et nous échangeons sur tout. Quand nous préparions les intersyndicales

619Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

620La lettre des élus (de l'UNEF), n°115, janvier-février 2006, p.3.

621Voir le sondage dans le numéro hors série de *La Nouvelle Vie Ouvrière* « CPE: comment il vécu, comment il est mort », p.18.

avec la CGT, nous discussions de tout avant, de sorte que les propositions soient communes à l'UNEF et à la CGT (...). L'UNL était généralement associée un peu après parce que le mouvement lycéen a mis un peu plus de temps à prendre »⁶²².

Le 8 mars, des doutes commencent à être exprimés dans les rangs de l'UMP quant à la pérennité du CPE. Le 9 mars, le texte est tout de même adopté par le Sénat. trente-huit universités sont alors en grève. cinq jours plus tard, cinquante-quatre universités sont touchées par la mobilisation. Le 16 mars, plus de 500.000 manifestants participent à la journée d'action organisée par le collectif des organisations de jeunesse. Un jour plus tard, quinze présidents d'université s'adressent à Jacques Chirac afin de réclamer la suspension du CPE. La troisième journée nationale d'action, le 18 mars, rassemble un million et demi de personnes dans la rue. Le 20 mars, l'intersyndicale des douze composée de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFTC, de l'UNSA, de la FSU, de Solidaires, de la CFE-CGC, de l'UNEF, de la Cé, de l'UNL et de la FIDL, réunie au siège de la CFTC, appelle à une nouvelle journée nationale d'action et de grève pour le 28 mars. De même, à l'issue de cette rencontre, Maryse Dumas souligne le caractère « rarissime »⁶²³ de cette unité. Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU, souligne pour sa part que « c'est la première fois depuis le début du conflit que nous nous mettons d'accord pour une journée de mobilisation avec un appel intersyndical à la grève »⁶²⁴, tandis qu'Alexis Gueneco de la CFDT estime: « nous sommes depuis près de deux mois dans l'action, dans l'unité, et nous sommes aujourd'hui dans une nouvelle étape d'amplification de l'action. Nous continuerons à la consolider tant que l'hypothèque du CPE ne sera pas levée »⁶²⁵. Malgré la décision de maintenir les élections du CROUS par le ministre de l'Education Gilles De Robien, cet événement constituant un enjeu institutionnel et financier vital pour l'UNEF, Bruno Julliard fait le choix de poursuivre la mobilisation en appelant au boycott de ces élections contre l'avis de certains « anciens » du syndicat étudiant⁶²⁶. Ainsi, il est désormais amené à prendre de plus en plus « des conseils (...) auprès de la CGT »⁶²⁷ aux dépens de ceux des « anciens » de l'UNEF-ID et de l'UNEF réunifiée et en dépit de la tradition du syndicat étudiant. Le 23 mars, 450.000 étudiants et lycéens manifestent dans toute la France. Le 24 mars, dans une

622Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

623Numéro hors série de *La Nouvelle Vie Ouvrière* « CPE: comment il vécut, comment il est mort », p.43.

624Ibid.

625Ibid.

626A ce sujet, Sophie Bérout note: « Cette décision est à souligner au regard du comportement habituel de l'organisation, très attachée à sa présence dans les institutions. Afin de rester en prise avec le mouvement, d'en garder un contrôle relatif, l'UNEF n'hésite donc pas à prendre un risque important, au niveau financier et au niveau de sa reconnaissance institutionnelle ». Bérout Sophie, « Vingt ans après Devaquet, la victoire du CPE », *art.cit.*, p.303. Ainsi, Bruno Julliard qui jusqu'à présent pouvait bénéficier de certains conseils d'anciens responsables de l'UNEF-ID et de l'UNEF réunifiée sur la gestion politique du mouvement, et notamment ceux de Pouria Amirshahi sur le contenu des revendications, de Frédéric Hocquard sur les relations avec le gouvernement, et d'Isabelle Thomas et de Yassir Fichtali sur le rapport au gouvernement et la gestion médiatique de la mobilisation, prend alors la décision de boycotter ces élections contre l'avis de certains anciens. Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

627Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

conférence de presse commune donnée du siège de la CFDT, les cinq organisations syndicales de salariés représentatives acceptent l'invitation du premier ministre à se rendre à Matignon. Le même jour, dans une interview donnée à la *NVO*, Bruno Julliard déclare: « si le gouvernement parvient à passer en force sur le CPE, c'est le contrat unique qui se profile derrière, et un démantèlement complet du code du travail (...). C'est donc ensemble, étudiants, lycéens et salariés, qu'il nous faut refuser un modèle de société de précarisation générale et d'individualisation des rapports sociaux (...). Seule une union étroite des forces de la jeunesse et du monde du travail nous mènera à la victoire. Elle est possible, plus que jamais »⁶²⁸. Le 25 mars, les principales organisations étudiantes refusent de se rendre à Matignon. Ces discussions n'ayant tourné qu'autour des aménagements du CPE, les cinq centrales syndicales refusent une nouvelle rencontre proposée par le premier ministre prévue le 27 mars. Le 28 mars, une nouvelle étape est franchie dans la mobilisation, trois millions de manifestants sont dans la rue. Le président de l'UMP propose alors une « suspension » de l'article 8 de la loi sur l'égalité des chances instituant le CPE. Le 30 mars, le Conseil Constitutionnel valide la loi sur l'égalité des chances incluant l'article 8 sur le CPE. Le lendemain, 31 mars, le président de la République Jacques Chirac annonce dans une allocution télévisuelle la promulgation de la loi tout en demandant à ce qu'elle ne soit pas appliquée. Le 1er avril, les présidents des groupes UMP de l'Assemblée nationale et du Sénat sont chargés de consulter l'ensemble des organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens en vue d'un nouveau texte. Nicolas Sarkozy se charge de contacter les dirigeants syndicaux et étudiants. Des doutes commencent à s'instaurer, certaines organisations syndicales étant soupçonnées de vouloir négocier une sortie de crise. Mais l'intersyndicale reste unie, notamment grâce à cet axe UNEF/CGT et aux liens humains s'étant tissés durant les mois de la mobilisation:

« Dans les intersyndicales il aurait été impensable qu'une décision soit prise contre l'UNEF pour les jeunes et contre la CGT pour les salariés. Si cet axe là disait quelque chose, c'était difficile de ne pas le suivre. Et ensuite les aspects humains ont beaucoup joué. Parce que trois mois c'était long. Quand il y avait la fatigue, le stress, la confiance qui n'était pas toujours là, parce que tout le monde avait des relations avec le gouvernement (...), qu'il s'agisse de l'Élysée, de Matignon, ou de Sarkozy qui jouait un autre jeu. Et il y avait des rumeurs, parfois vérifiées ou pas, de syndicats qui commençaient à négocier une sortie (...). Mais avec la CGT il n'y a jamais eu ce problème. Dès que l'un avait un coup de fil, il appelait l'autre. De plus, de par mon âge et ma faible expérience à ce niveau-là, j'appelais beaucoup Maryse et Bernard, mais plus souvent Maryse, pour avoir des conseils, parce qu'il y avait une démarche et une vision de la mobilisation qui étaient absolument identiques »⁶²⁹.

628Interview de Bruno Julliard, *Nouvelle Vie Ouvrière*, 24 mars 2006.

629Interview de Bruno Julliard, *Nouvelle Vie Ouvrière*, 24 mars 2006.

Le 4 avril, plus de trois millions de personnes manifestent à nouveau pour la cinquième journée nationale d'action et de grève. Le 7 avril, l'UNEF appelle à une nouvelle journée de mobilisation prévue pour le 11 avril. Le même jour, Louis Chauvel, sociologue et professeur à l'IEP de Paris indique que « depuis 25 ou 30 ans, nous vivons une fracture générationnelle (...). Si l'ascenseur social a fonctionné pour la génération née vers 1945, ce n'est pas le cas pour ses enfants. Pour la première fois en période de paix, la situation de la génération qui suit est plus difficile que celle de ses parents (...). Ce qui est aujourd'hui en jeu, c'est leur propre avenir dans l'Etat providence. La question de la soutenabilité de l'Etat providence, et sa transmission aux nouvelles générations, est posée »⁶³⁰. Le 10 avril, lors d'une conférence de presse, Dominique De Villepin admet que « les conditions ne sont plus réunies pour appliquer le CPE »⁶³¹. La dernière réunion intersyndicale se tient alors au siège de la CGT, à Montreuil, les organisations syndicales appelant les étudiants, les lycéens et les salariés à marquer comme il convient le résultat de leur action. Dans certaines universités, des étudiants, dont certains militants de l'UNEF, appellent à poursuivre la mobilisation jusqu'au retrait intégral de la Loi sur l'Egalité des Chances (LEC). Au final, « le CPE est un mouvement mené ensemble, dans le respect mutuel mais ensemble »⁶³², ayant créé une « union très forte entre les deux organisations (que sont la CGT et l'UNEF). Nous avons vraiment partagé du début à la fin la stratégie mise en place (...), tant sur les aspects revendicatifs que sur la manière de conduire le mouvement du CPE. Il y a eu une entente parfaite »⁶³³, les nombreuses rencontres bilatérales – ou parfois trilatérales avec l'UNL - durant cette mobilisation ayant été l'occasion pour l'UNEF et la CGT de se découvrir mutuellement, même si, en parallèle, d'après Bruno Julliard, « les liens très importants avec FO se sont, par ma faute, très largement distendus pendant mon mandat »⁶³⁴, que « des petites frictions (sont apparues) entre l'UNEF et FO, mais sans remettre en cause le soutien »⁶³⁵. Ainsi, durant le mouvement contre le CPE, le vis-à-vis de l'axe CFDT/Confédération étudiante a accéléré, du point de vue de l'UNEF qui nécessitait un soutien important, mais aussi de celui de la CGT afin d'apparaître aux côtés de la jeunesse mobilisée, le rapprochement des deux organisations:

« Je ne pense pas que la CGT ait pensé transformer l'UNEF en sa propre confédération étudiante (...). Mais c'est vrai que la Confédération étudiante recevait le soutien de poids de la CFDT, et notamment (...) dans les médias lorsque Chérèque disait à certains journalistes qu'il n'acceptait de

630Interview de Louis Chauvel, sociologue et professeur à l'IEP de Paris, in Numéro hors série de *La Nouvelle Vie Ouvrière* « CPE: comment il vécut, comment il est mort », p.54.

631Numéro hors série de *La Nouvelle Vie Ouvrière* « CPE: comment il vécut, comment il est mort », p.51.

632Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

633Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008.

634Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

635Entretien avec Yassir Fichtali le 17 mai 2008.

venir sur le plateau que s'il était accompagné de Julie Coudry (...). Concernant le soutien logistique aussi (...). Moi je n'avais pas d'équivalent de fait (...). Il y avait le poids de la deuxième confédération du pays qui était quand même présent, ça se sentait. Du coup cela nous poussait, à ne pas faire la même chose, c'est-à-dire à ne pas avoir une tutelle, mais il fallait que nous soyons également soutenus, il fallait que la CGT nous protège. Au début je ne l'ai pas théorisé comme ça, mais c'est vrai que c'était naturellement la pente qu'il nous fallait, même si le schéma que je souhaitais avoir pendant le CPE, et y compris à la fin du CPE, c'était plutôt une protection et un soutien de toutes les autres confédérations hormis la CFDT. Donc par ricochet, ça a amplifié l'accélération des liens entre l'UNEF et la CGT, même si l'objectif n'était pas de faire la même chose. Mais la CGT ne voulait pas que la CFDT trouve une porte d'entrée dans le milieu étudiant par la Confédération étudiante (...), et la CGT se retrouvait sans rien du tout puisqu'elle n'avait plus l'UNEF-SE, donc c'était un enjeu pour elle, et en même temps nous ne pouvions pas être orphelins de tout soutien syndical. Surtout si au final notre seul soutien était FO, parce que ça nous marginalisait beaucoup »⁶³⁶.

De même cette victoire permet à la CGT de prendre sa revanche sur la mobilisation contre le CNE qui s'était avérée peu fructueuse, voire même sur la réforme des retraites depuis 2003, tandis que l'UNEF, avec cette victoire, s'érige définitivement comme le premier interlocuteur du monde étudiant, tant vis-à-vis des centrales syndicales, et notamment de la CGT, transcendant ainsi « la prudence de la confédération pour constituer des relations avec des organisations dont elle est assurée d'une certaine durée dans le temps »⁶³⁷, que des pouvoirs publics ou de l'opinion publique. Désormais, depuis la victoire de la mobilisation contre le CPE, « c'est vraiment la direction de la CGT dans sa collégialité et au plus haut point⁶³⁸, et notamment Maryse Dumas, qui a (...) oeuvré pour des pistes de travail concrètes entre l'UNEF et la CGT »⁶³⁹. Le symbole de cette convergence des deux organisations se concrétise du 24 au 28 d'avril 2006 lors du 48ème congrès de la CGT se tenant à Lille⁶⁴⁰. L'UNEF y est présente. Dans son intervention d'ouverture, Bernard Thibault rend publiquement hommage aux organisations étudiante et lycéennes - et notamment à l'UNEF - ayant permis l'issue heureuse de la mobilisation, pointant à cette occasion l'un des effets du « syndicalisme rassemblé »:

« Les liens étroits, que nous avons établis avec les organisations de jeunesse dans le conflit lui-même, nous les avons d'abord tissés en participant, à leur demande, aux congrès de l'UNEF et de l'UNL fin 2005, puis en poursuivant des contacts réguliers dans les départements. Chacune de nos organisations a apporté sa pierre et c'est bien la conjonction de la mobilisation des salariés et d'une grande partie de la jeunesse, sur un objectif commun, qui a été décisive. Ensemble nous

636Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

637Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

638Notons que lors du CPE, sur les dix membres que comptait le bureau confédéral de la CGT, à notre connaissance, deux sont d'anciens militants étudiants, Maryse Dumas et Jean-Christophe Le Duigou, tout comme Michel Doneddu, administrateur de la CGT, facilitant probablement la compréhension du monde étudiant par la direction de la CGT.

639Entretien avec Pierre-Jean Rozet le 14 janvier 2008.

640Pour plus d'informations, voir le site internet dédié au 48ème congrès de la CGT: <http://www.congres.cgt.fr/sommaire-avant.php3>

étions plus forts pour déjouer les provocations, dénoncer les mensonges, mettre au jour les manœuvres visant à discréditer le mouvement. Je voudrais souligner le rôle essentiel des organisations étudiantes et lycéennes dans ce conflit, saluer la détermination et leur sens des responsabilités. En votre nom, je voudrais dire notre plaisir d'ouvrir notre congrès en comptant parmi nous Bruno Julliard, président de l'UNEF, Karl Stoeckel, président de l'UNL et Tristan Rouquier, dirigeant de la FIDL (...). Cette victoire contre le CPE est celle du syndicalisme rassemblé. Disons-le franchement, après l'épisode des retraites de 2003, plus d'un d'entre nous a pu désespérer d'en voir la couleur! (...). Nous venons de faire la peau au CPE, nous devons obtenir celle du Contrat Nouvelle Embauche! »⁶⁴¹.

Les représentants de organisations étudiante et lycéennes prennent tour à tour la parole. Bruno Julliard est acclamé par les congressistes⁶⁴², tandis que Jérôme Vérité, sollicité par Maryse Dumas pour intervenir au nom des Jeunes CGT, tire un bilan positif de la stratégie suivie lors de la mobilisation contre le CPE et souligne la nécessité de poursuivre les relations avec les organisations étudiantes, tout en réaffirmant ouvertement le souhait d'approfondir ce travail avec l'UNEF, notamment sur la question de l'allocation d'autonomie, et condamnant par la même la stratégie de la CFDT de la division du syndicalisme étudiant:

« La capacité d'articuler une double dynamique à celle des mouvements de jeunesse avec leur propre action, leur propre contrainte calendaire et leur propre rythme de mobilisation et celle de l'intersyndicale avec des thèmes revendicatifs et d'action qui permettent aux salariés et aux chômeurs de toutes générations de se sentir concernés a été déterminante (...). Cela doit (...) nous inciter à prolonger ce dialogue et (...) se pose la question de quelle réponse apporte-t-on aux étudiants qui sont venus frapper à notre porte étant entendu que personne à la CGT ne souhaite mettre en place une nouvelle organisation étudiante concurrente à celles existantes (...). L'ouverture de négociations sur la situation des jeunes dans ce pays devient urgente. Nous réaffirmons la nécessité d'instaurer une véritable allocation autonomie pour tous les jeunes majeurs qui (...) permettrait à chaque jeune de se consacrer uniquement à ses études (...) »⁶⁴³.

Ainsi, dans les mois qui suivent cette mobilisation, de nombreuses initiatives ont lieu entre les deux organisations afin de « concrétiser une densification des liens avec la CGT »⁶⁴⁴, « à la fois pour réfléchir sur le mouvement étudiant, pour réfléchir sur la convergence étudiants/salariés, pour réfléchir sur les conditions d'insertion des jeunes dans le monde du travail, sur les retraites »⁶⁴⁵, Jean-Christophe Le Duigou étant en charge de ce travail commun sur le dossier des retraites. Le 26

641 Intervention d'ouverture de Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, lors du 48ème congrès de la CGT, *Le Peuple spécial congrès*, n°2, mardi 25 avril 2006, pp.3-4.

642 *La Nouvelle Vie Ouvrière*, 5 mai 2006, consultable à l'adresse suivante: <http://docsite.cgt.fr/1162807481.pdf>

643 Intervention de Jérôme Vérité au 48ème congrès de la CGT lors de la 2ème séance du mardi 25 avril 2006, consultable à l'adresse suivante: http://www.congres.cgt.fr/IMG/INTERVENTION_JEROME_VERITE.pdf

644 Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

645 Entretien avec Pierre-Jean Rozet le 14 janvier 2008.

juin, la CGT, l'UNEF et l'UNL signent « une déclaration d'engagement commun pour un travail commun dans les départements, etc »⁶⁴⁶, officialisant une « unité d'action » entre les trois organisations. Des séminaires de travail sont alors organisés à propos des stagiaires et des étudiants salariés. En septembre et en octobre 2006, plusieurs meetings sont organisés, notamment à Paris et à la bourse du travail de Lyon. A l'occasion de ces rendez-vous, Bernard Thibault évoque la possibilité d'une double adhésion syndicale, notamment à destination des étudiants salariés, suite au constat suivant lequel des étudiants, parfois syndiqués à l'UNEF, se présentent à la porte des unions départementales CGT⁶⁴⁷. Toutefois, consciente que l'indépendance et l'équidistance sont les conditions de son existence et de son poids institutionnel, l'UNEF n'est pas favorable à cette proposition:

« Il y a eu cette question de Bernard: « peut-il y avoir la double adhésion? ». Si des jeunes veulent adhérer à l'UNEF et à la CGT, est-ce qu'on leur permet? Et comment on leur permet? Mais nous n'y étions pas favorables. Je trouvais le débat très salutaire et très intéressant parce que ça voulait dire que la CGT continuait à reconnaître la légitimité d'un syndicat étudiant en tant que tel, et autonome, et en même temps c'est vrai qu'il fallait que la CGT se soucie des étudiants salariés. Plus globalement, ça s'inscrivait en réalité dans une démarche fondamentale de la CGT sur les jeunes salariés et sur la façon dont elle met en place des dispositifs pour mieux s'occuper d'eux. Mais je pense que c'était une proposition un peu maladroite parce qu'elle ne pouvait pas être mise en place (...). Pour Bernard ça ne voulait pas dire qu'ils ne pouvaient pas aussi adhérer à un autre syndicat. (...). Mais en réalité il faut que les étudiants adhèrent à un syndicat, l'UNEF, et s'ils sont salariés, pendant leur temps de salariat, il faut qu'ils soient défendus par un syndicat de salariés, et donc à ce moment là ils adhèrent à la CGT. Mais il ne peut pas y avoir une double adhésion, ce n'est pas envisageable (...). Et même si nous avons poursuivi nos relations pour défendre les étudiants salariés, l'UNEF pour les universités, et la CGT pour les entreprises, nous n'avons pas poursuivi sur le thème de la double adhésion (...). Car sinon l'UNEF n'était plus à équidistance de tous les syndicats, publiquement en tout cas, et nous ne voulions pas de ça. De la même manière que nous ne voulions pas être FO étudiante, ou la FSU étudiante, nous ne voulions pas être la CGT étudiante, quand bien même nous avons eu des rapports de proximité importante avec eux, d'ailleurs qui tournent, parce que si tu faisais un entretien avec Jean-Baptiste Prévost, mon successeur, y compris pour des raisons personnelles et conjoncturelles, je pense qu'il a aujourd'hui exactement les mêmes liens avec FO qu'avec la CGT. Ce qui n'était pas du tout mon cas (...). j'avais une boussole très nettement pro-CGT (...). Donc ça tourne. Même si de fait le rapprochement avec la CGT est maintenant très naturellement inscrit dans le temps (...). Donc comme j'avais vraiment tourné le bâton dans un sens, il a à cœur, et il a raison, d'avoir des liens meilleurs avec FO »⁶⁴⁸.

646Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008. Pour cette déclaration d'engagement commun, voir *Le Peuple*, 12 juillet 2006. A son niveau, cette déclaration n'est pas sans rappeler l'accord d'unité d'action signé par la CG et la CFDT quarante ans plus tôt.

647Entretien avec Jérôme Vérité le 23 avril 2008. D'après ce dernier, cette question est soulevée à l'occasion d'un Comité Confédéral National (CCN), notamment dans une déclaration de Bernard Thibault, probablement dans son rapport final ne donnant pas forcément lieu à un rapport écrit.

648Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

S'avérant pourtant un terrain propice à une rencontre UNEF/CGT, la question des étudiants salariés soulève tout de même des interrogations très complexes quant à la forme de coopération à mettre en place entre le syndicat étudiant et la centrale syndicale dans le respect de l'indépendance de l'une comme de l'autre. Aussi, cette préoccupation, pourtant cruciale, est laissée vacante, d'autres pistes de travail, touchant moins aux conditions d'existence organique de l'UNEF, étant envisagées entre les deux organisations. Maryse Dumas souhaite notamment développer un travail convergent, voire des revendications communes sur la façon dont « on peut construire un parcours professionnel, une sécurité sociale professionnelle tout au long de la vie, de l'université jusqu'à la retraite, ce qui supposerait de travailler sur la question des filières professionnelles, des filières d'enseignement, de la validation des diplômes, etc »⁶⁴⁹, tandis que Bruno Julliard estime que le CPE a créé un précédent en démontrant « qu'il est possible, d'un point de vue organisationnel, de créer des liens de coopération entre le syndicalisme étudiant et lycéen et les syndicats de salariés dans le respect total de la liberté, de l'égalité et de la dignité des uns et des autres »⁶⁵⁰, même si toutefois, la question des étudiants salariés prouve que « les liens de l'UNEF avec la CGT sont encore à définir »⁶⁵¹.

En définitive, depuis Mai 68, les relations entre l(es)UNEF et la CGT sont passées de la méfiance, à la polarisation, pour enfin aboutir, en 2006, à une convergence, tant au niveau des directions syndicales que, semble-t-il, des bases militantes, « irriguant au-delà l'ensemble de l'organisation »⁶⁵². Ainsi, n'appartenant « ni à un même écosystème ni à un conglomérat, (l'UNEF réunifiée à été) conduite à nouer (avec la CGT) des relations « convergentes », de « synergie », de « coopération » ou de partenariat »⁶⁵³, voire même d'« unité d'action », à travers sa position équilibrée, s'imposant ainsi comme le « trait d'union » des mondes étudiant et salarié du « champ social »⁶⁵⁴. Toutefois, prenons garde à ne pas tirer de conclusions trop hâtives sur toute cette période historique, car « le mouvement anti-CPE n'est ni la répétition post-moderne de mai 68 ni l'anti-mai. Il faut l'analyser comme un fait social total (...). Irréductible au mouvement ouvrier de la période fordiste (1945-1975), il n'en est pas moins un mouvement qui réaffirme la centralité du travail comme vecteur de socialisation et enjeu du conflit social. Mouvement multisectoriel qui porte en soi les germes d'une crise de régime, il constitue un point de jonction entre jeunesse scolarisée en

649Entretien avec Maryse Dumas le 28 avril 2008.

650Entretien de Bruno Julliard réalisé le 13 décembre 2006 à Paris par Michel Vakaloulis. Voir cet entretien sur le site internet « génération militante » édité par l'UGICT-CGT à l'adresse suivante: <http://www.generationmilitante.fr/archive/2007/04/27/entretien-n°-4-bruno-julliard.html>

651Entretien avec Bruno Julliard le 19 mai 2008.

652Entretien avec Pierre-Jean Rozet le 14 janvier 2008.

653Tartakowsky Danielle, « Convergences », in Tartakowsky Danielle, Tétard Françoise, *Syndicats et Associations. Concurrence ou complémentarité?*, PUR, 2004, p.353.

654Tartakowsky Danielle, « Associations et syndicats dans les cortèges du 1er mai (1945-2004) », *op.cit.*, p.404.